

Débat national sur l'avenir de l'École

Arrondissement d'Angoulême.

Réunion d'école et de collège publics.

Débat public sur l'avenir de l'école traitant des thèmes 2et 3

Début des échanges 17h30

Fin des échanges 20h00

20 personnes présentes

Un enseignant donne lecture d'un communiqué qui se trouve en annexe.

02 Quelles doivent être les missions de l'École, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ?

La discussion débute sur le rôle fondamental de l'école, à savoir la **formation du futur citoyen**, pour le rendre adulte et responsable. Tout cela en tenant compte de l'évolution actuelle des enfants et des familles.

La question est posée de savoir si l'école doit **instruire** ou **éduquer**. Pour certains, l'école doit faire les deux, mais pas se substituer aux parents.

Le premier intervenant cite le problème des **bases de l'école primaire**, de son rôle, des **fondements enseignés** et des **matières** enseignées, comme les mathématiques, le français et l'histoire – géographie. Ces bases doivent être maîtrisées pour entrer au collège.

Dans les B.O., la priorité est clairement annoncée que le rôle essentiel de l'école primaire reste **d'apprendre à lire, à écrire et à compter**. Mais l'inquiétude et l'incompréhension de certains se fait jour, face aux multiples exigences faite par l'institution aux enseignants du primaire, à savoir la **très grande variété des activités dans le primaire** qui **diminuent** le temps accordé aux **enseignements fondamentaux**. L'outil informatique est une nécessité pour l'avenir des élèves, mais il est souligné par l'ensemble des intervenants que celui-ci ne peut-être efficace et utile, que lorsque l'on maîtrise les **bases**.

L'école primaire propose trop de matières d'éveil. Il faudrait en faire moins mais mieux les faire pour que les élèves puissent mieux assimiler. La mission de l'École est d'abord **la réussite des élèves**, par la pratique, déjà en vigueur, d'une **pédagogie différenciée**, mais qu'il faudrait systématiser. L'intervenante propose d'avoir moins d'exigences pour les élèves en difficulté, avec moins de savoirs mais mieux maîtrisés en utilisant le « rabâchage », et de faire avancer les plus doués. Cette maîtrise des bases est primordiale pour un bon suivi au collège. La question est alors posée de savoir si tous les élèves de 11 ans doivent entrer en **sixième** au collège. La réponse apporte l'idée qu'un élève en difficulté ferait mieux de rester en CM2 pour conforter ses bases pour suivre au collège. Une proposition est avancée pour évoquer l'idée d'une remise en place d'un **diplôme de fin d'étude** en CM2.

Des oppositions apparaissent alors sur le fait que les enseignants sont capables de voir les difficultés des élèves sans passer par un examen, mais aussi sur la nécessité d'un tel examen qui serait **révélateur** des difficultés d'un élève et de le prouver devant les parents. Souvent le handicap vient du manque de maturité d'un élève dont le redoublement permet une pose souvent profitable, à condition qu'elle soit acceptée par les parties concernées. Le **redoublement** est un contrat passé entre les parents – l'enfant – et l'enseignant, qui s'engage à faire progresser l'enfant. C'est un risque pour l'enseignant car il ne peut jamais prévoir la réussite ou l'échec à long terme d'un redoublement.

Le **but de l'enseignement** est réaffirmé à savoir, par des disciplines variées, l'élève acquiert une rigueur d'esprit et de travail, dans une finalité d'**ouverture d'esprit** et d'**insertion dans la société**, pour être un **citoyen accompli**.

L'école primaire possède trois cycles et l'élève ne dispose que d'une année de redoublement, le souhait serait de pouvoir faire redoubler un élève au moins deux fois car il peut en avoir besoin sur ces trois cycles qui totalisent cinq ans de scolarité.

Le **lien** entre l'école primaire et le secondaire est évoqué, ce qui fait apparaître que le secondaire doit être le prolongement et l'approfondissement du primaire.

L'organisation même du collège pose la question de savoir si on doit conserver le **collège unique** ou si l'on doit **orienter** de façon plus précoce les élèves. Le tronc commun est réaffirmé comme nécessaire grâce au collège unique mais il faut renforcer **l'enseignement par alternance** pour les élèves qui souhaitent ne pas poursuivre d'études longues et qui désirent intégrer au plus vite les filières professionnelles.

La crainte de l'influence des **médias** sur les élèves fait naître l'idée que ces outils de diffusion des connaissances soient mieux contrôlés par les parents. L'École doit ouvrir **l'esprit critique** des élèves pour être mieux armés et moins influençables face au flot d'informations véhiculées par la télévision notamment.

Dans ce débat sur les missions de l'École, une préoccupation apparaît très vite à savoir le problème de la **laïcité**. L'intervenant fait un rappel du passé, évoque son expérience professionnelle et ses combats pour un **respect des valeurs de la République**. Il s'oppose à la ségrégation en règle dans certains quartiers ou visant certaines catégories de personnes, au rôle des écoles privées trop favorisées par l'État. D'où le problème de la délégation de l'éducation à des « entreprises privées d'inspiration religieuse ». La laïcité, question très actuelle, doit **transcender** les religions, pour **unir** tous les Français, dans la paix. C'est à cette seule condition que l'école de la République peut remplir son rôle.

Face à **l'intégration européenne**, l'enseignement des **langues** est affirmé comme très important. Même si l'importance de la maîtrise de la langue française est une nécessité absolue, les intervenants réaffirment que l'apprentissage de **l'anglais** et d'une **deuxième langue vivante** est indispensable. Il est alors souligné l'insuffisance de l'enseignement de **l'allemand**, langue la plus parlée en Europe, dont le pays est le moteur de l'espace européen avec la France, dans un partenariat plus qu'étroit. Si on veut que ce partenariat soit plus efficace au niveau des personnes, alors cet enseignement germaniste doit être développé.

L'apprentissage de ces langues vivantes fait dire à des intervenants que le monde du travail a désormais plus besoin que jamais de personnes capables de **parler couramment** au moins une langue, voire deux.

Les **métiers de la restauration** sont particulièrement demandeurs de personnes qualifiées à parler des langues, au moins européennes, ainsi que les **métiers manuels** dont les apprentis seront amenés à lire des notices d'utilisation des machines écrites en anglais.

A quel âge doit-on **commencer l'enseignement des langues vivantes** ? Cette question fait appel à la comparaison avec d'autres pays européens, où l'enseignement des langues vivantes débute 1 à 2 ans avant la France et les séquences sont plus nombreuses par semaine.

La discussion se porte alors sur **l'enseignement des langues en primaire**. Il est constaté le manque de **moyens** en **crédits** et en **personnes** affectés à l'école primaire. Cet enseignement fonctionne pour la totalité grâce à la **bonne volonté des personnels enseignants ou d'intervenants**. Les enseignants n'ont qu'à se débrouiller à trouver intervenants et créneaux horaires pour répondre aux exigences d'un ministère loin de la réalité.

Le besoin de **professeurs diplômés de l'Éducation nationale** en langues dans **l'école primaire**, sur des postes à **plein temps, sur secteur**, avec des emplois **pérennisés** est l'une des demandes d'une grande majorité des intervenants. Cet enseignement ne doit pas se fonder sur la seule bonne volonté.

La nécessité de l'enseignement des langues dès l'école primaire est affirmée comme un **éveil primordial** aux langues, car les élèves sont malléables et cet enseignement précoce leur sera profitable.

En conclusion est réitérée le grand thème de la mission de l'École à savoir que **l'École de la République doit unifier tous les Français en leur donnant les moyens de réussir dans leur pays et en Europe, mais sous une bannière laïque**.

03 Vers quel type d'égalité l'Égalité doit-elle tendre ?
(question en lien avec le problème de la prise en charge des élèves en difficulté)

Le débat débute sur une inquiétude, avec la disparition programmée des **aides éducateurs**, qui pose le problème de l'intégration et des discriminations des élèves en difficulté. Difficultés dans l'école, mais aussi à l'extérieur d'un établissement scolaire, où les élèves passent le plus de temps. Le rôle de l'aide éducateur est souligné comme étant indispensable. Il sert à renforcer et à prolonger le travail de l'équipe éducative en dehors d'un établissement, faire le **lien avec les familles** et entretenir un **suivi** plus complet des élèves en difficulté, donc de favoriser l'**égalité**. Les aides éducateurs devraient être recrutés sur la base d'un personnel qualifié, en postes permanents. Le consensus s'effectue sur le fait que le rôle de l'**instruction** est plus efficace que celui de la punition systématique.

L'apprentissage des **langues** est considéré comme un moyen de favoriser l'égalité, de donner à tous les moyens de s'ouvrir à l'espace européen. Cela pose le problème de l'accueil des élèves d'autres pays et ne parlant pas le français. L'apprentissage des langues est vu, par les interlocuteurs, comme un moyen de favoriser l'égalité, en évitant que ceux qui ont des moyens ne payent des cours à leurs enfants, alors que ceux qui n'en ont pas soient défavorisés, surtout à l'école primaire.

Mais **quelle égalité construire**, en sachant que les inégalités se renforcent mutuellement ?

Le constat est qu'il existe un écart très important entre les élèves issus de milieux défavorisés, ouvriers non qualifiés, par rapport à ceux issus d'un milieu plus favorisé, de cadres. Les premiers accèdent beaucoup moins à l'enseignement supérieur.

L'égalité veut-elle dire que tout les élèves doivent aller au baccalauréat ? Les intervenants reconnaissent que ces dispositions apparaissent comme des utopies. Il vaudrait mieux aider les élèves à s'épanouir vers le métier auquel ils se préparent.

Il s'agit aussi de prendre en compte les jeunes **déscolarisés, sans diplôme** ; comment les intégrer au monde du travail ?

Le principal objectif des élèves est de s'intégrer au monde du travail, **il faut reconnaître les enfants dans la société**, leur donner des **repères** face à des familles souvent en difficulté sociale, victimes du chômage, l'égalité en passe par là.

L'égalité ne peut se réaliser que si les mentalités évoluent, en **revalorisant socialement les métiers manuels**. Il faut favoriser les **filières professionnelles**. Se pose alors le problème du **recrutement**. Des intervenants insistent sur l'évolution des métiers manuels car, face au modernisme, les jeunes ont besoin de plus qu'un CAP. Ils doivent être mieux préparés à l'utilisation des machines, mais aussi changer, autant que cela puisse être possible, les conditions de travail sur le terrain. Il est rappelé la nécessité de posséder de bonnes bases de l'école primaire pour accomplir son métier. Comment un élève en difficulté de lecture pourra-t-il lire une notice d'utilisation d'une machine ou un plan à respecter ?

Le problème des **conditions de travail** est mis en avant face aux métiers de bureaux. Ces métiers n'attirent plus les jeunes, car ils sont fatigants, mal rémunérés et mal vus socialement. Les intervenants insistent sur la nécessité de compenser les difficultés du travail par la revalorisation à la hausse des salaires qui finira par attirer plus de jeunes. Car c'est bien **l'image de ces métiers, leur représentation mentale dans la société qu'il faut changer**. Ainsi, les jeunes qui se dirigent vers ces métiers manuels pourront **s'épanouir dans leur travail** ; l'école doit **aider** à cette réalisation, en favorisant la direction de certains élèves vers ces **filières professionnelles**, en leur expliquant surtout qu'il n'y a rien de dégradant à choisir un métier manuel.

Le débat se poursuit sur le problème de la **formation**. La grande majorité des élèves sont formés à un métier qu'ils n'exerceront pas ou qu'ils ne pratiqueront pas toute leur vie. La vie professionnelle d'un élève s'achemine vers une vie à plusieurs métiers. L'unicité des **bases** données à tous à l'école reste une valeur sûre pour permettre à tous les élèves d'exercer plusieurs métiers et ces acquis fondamentaux de la lecture, de l'écriture, de l'expression, des raisonnements mathématiques et littéraires, et de la pratique d'au moins une langue aideront les élèves à mieux faire face aux aléas de la vie professionnelle, avec ses difficultés dues aux bouleversements actuels du monde du travail à l'échelle de la mondialisation.

Ce débat sur le problème de la formation appelle celui de l'**orientation**. Il est flagrant. La question est soulevée de savoir si des élèves moyens, voire de bons élèves, ne pouvaient pas intégrer des filières professionnelles au lieu de poursuivre des filières classiques. Il est rappelé que les bons élèves sont systématiquement dirigés vers les filières classiques L et S, alors que certains feraient d'excellents ouvriers qualifiés, mais que l'institution scolaire et surtout les parents insistent sur la poursuite d'études classiques.

L'École ne valorise qu'une seule forme d'intelligence, au lieu d'ouvrir sur d'avantage le goût et la curiosité des élèves sur les métiers manuels et artistiques. L'égalité dans l'école doit donner à tous les moyens de s'épanouir dans tous les domaines.

Il est nécessaire d'ouvrir davantage le collège sur le monde du travail avec une alternance collège – entreprises plus marquée.

L'idée des **classes par niveau** est soulevée, ainsi que les **déséquilibres** entre les différents collèges d'une même ville sont rappelés. La majorité des intervenants **s'oppose** à l'idée de classes par niveau. La nécessité de former les jeunes à la **mixité** sociale, de rencontrer d'autres personnes de milieux sociaux et culturels variés reste d'une importance capitale pour éduquer les élèves à la **tolérance** dans un monde de plus en plus individualiste. La diversité des niveaux permet également aux enseignants d'utiliser les élèves de bon niveau pour aider ceux en difficulté. **L'égalité** peut se faire par la **l'hétérogénéité des niveaux**.

La **formation des enseignants** est soulevée face aux transformations de la société. Il faut permettre aux jeunes recrues de mieux connaître la vie professionnelle, car ce manque d'information pèse sur un bon discernement pour orienter efficacement les élèves. Ces derniers sont dirigés vers les filières que les enseignants connaissent le mieux.

Comment aider les **élèves en difficulté** dans le cadre d'un collège non – classé en Z.E.P. ? Il est avancé l'idée d'un **accompagnement** pour ces personnes, en relation avec les parents qui seront associés à la réussite de leurs enfants. L'orientation serait précoce vers le monde du travail au lieu de laisser ces élèves continuer le cursus classique jusqu'en troisième où ils s'ennuient, perdent souvent leur temps et se démotivent face au travail dont ils perdent le sens et la valeur. Il est rappelé qu'il ne faut pas dévaloriser ces élèves, mais arriver, ce qui est loin d'être facile, à trouver leur **centre d'intérêt** pour pouvoir les remotiver.

Cette question soulève celle **du nombre, toujours ignoré, incessamment répété et toujours crucial, d'élèves trop importants par classe**. Certes, cela suppose des choix budgétaires et politiques différents, mais les intervenants préféreraient nettement des classes de plus petits effectifs car l'assemblée, dans son ensemble, a conscience du **travail beaucoup plus efficace entre les élèves et les professeurs**. Cela favorise la proximité, l'écoute, l'attention, la plus grande disponibilité des professeurs pour consacrer plus de temps aux élèves en difficulté. Il en va de même pour les **établissements scolaires, collèges et lycées**. De trop grandes structures ne favorisent pas le dialogue avec le chef d'établissement qui ne peut connaître tous les élèves. Il est nécessaire d'instaurer des **établissements à taille humaine**.

En conclusion, la deuxième grande priorité pour l'avenir de l'École est avancée.

Il faut conserver le collège unique, pour tous et pour chacun, dans un cadre national, avec les mêmes moyens pour tous les établissements pour conserver l'égalité des chances face à l'avenir et de ne pas créer des inégalités par le financement régional des établissements, où les déséquilibres de richesses se feront cruellement sentir, l'unité de la République française est à ce prix.

Débat public sur l'avenir de l'école traitant des thèmes 8 et 12

Début des échanges 9h45

Fin des échanges 12h20

20 personnes présentes

Un enseignant donne lecture d'un communiqué qui se trouve en annexe.

Un parent s'interroge sur la vocation de ce débat matinal à être un grand débat national (trop court, sans retour ...)

08 Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

La motivation de l'élève sera d'autant plus grande que les personnels qui l'entourent seront motivés et motivants, motivés eux-même par leur hiérarchie.

La politique ministérielle est-elle motivante ? Menaces sur certaines disciplines (latin, musique, arts plastiques...), des professeurs seront amenés à enseigner dans une autre spécialité que la leur, des personnels de surveillance qui disparaissent au profit d'assistants d'éducation travaillant 25 % de plus

pour le même salaire, les postes supprimés aux concours, les TZR remplacés par des personnels précaires.

L'énergie des personnels est souvent brisée par les manques de moyens et de respect envers ceux qui aiment le travail bien fait.

Les élèves

Il existe un décalage entre l'attente des élèves et les programmes scolaires. Un désintéressement apparaît pour certaines matières. Les bonnes notes des copains peuvent démotiver des élèves qui ont plus de difficultés à suivre le rythme. L'enseignement doit être plus concret. Le système de notation peut s'avérer cassant, mal compris, traumatisant. Le nombre de matières enseignées est très important. Les matières sont imposées. L'enseignement est en rivalité avec certains jeux vidéo. La vie des enfants est trépidante : trop d'activités extra scolaire ou extra familiale. L'enseignement des années précédentes de l'enfant ne doit pas être remis en cause.

Les parents

Les parents subissent une déception quand leurs enfants arrivent au lycée ou plus haut car ceux ci ont du mal à suivre. Les parents remettent en cause de plus en plus le système scolaire et ne croient plus en sa capacité pour préparer leurs enfants à la vie active. **Les parents appréhendent les transitions successives école communale – collège – lycée – faculté.** Des parents sont en difficultés sociales et de ce fait la vie scolaire de leurs enfants n'est plus leur souci premier. Même si les parents ne sont pas démotivés, ils sont souvent désabusés par rapport à la société. Les parents peuvent être désorientés par certaines méthodes d'enseignement (mathématiques). Certains parents nourrissent un complexe par rapport aux professeurs qui eux détiennent le savoir.

Après ce constat quelles propositions pour motiver les élèves et les faire travailler efficacement ?

Les professeurs ne doivent pas laisser apparaître leur démotivation même si elle peut sembler légitime devant les élèves. **Les parents ne doivent pas montrer leur inquiétude par rapport à l'avenir** de l'enfant, leur lassitude par rapport au quotidien pas toujours drôle. Les enseignants ne doivent pas dénigrer les enseignements que l'élève a reçus précédemment, même s'ils ne sont pas d'accord.

Les parents doivent aider, soutenir les enseignants et surtout ne jamais remettre en cause le rôle ou la compétence du professeur. Les élèves doivent être responsabilisés. (projets communs,.....)Les changements d'écoles doivent être minimisés, expliqués, ils ne doivent pas poser un problème aux élèves si ce n'est pendant une grosse semaine. L'élève ne doit pas faire de complexe parce qu'il vient d'une petite unité, d'une zone rurale..... Ces changements sont un apprentissage de la vie. Les perspectives d'avenir de l'élève doivent être mise en avant par les professeurs (carrière). Les parents, la famille doit donner le goût d'apprendre, de se cultiver, de découvrir des choses nouvelles, cette soif d'apprendre doit être absolument relayée par les professeurs. Le goût d'apprendre doit être présent en permanence dans la famille. Le principal et son équipe doivent être accessibles, ouverts à la discussion, doivent tisser des liens privilégiés avec chaque élève. **L'hétérogénéité des classes n'est pas un handicap** : les élèves les plus forts tirent ceux en difficulté vers le haut. L'école primaire doit permettre à l'élève d'acquérir des bases indispensables, mais surtout le goût pour l'école. Les enfants ont une soif de savoir incroyable, leur mémoire est importante, donc **il ne faut pas supprimer les matières existantes.**

Attention il ne faut pas faire vivre nos enfants avec notre rythme d'adulte, il faut leur ménager des temps de repos, un temps de sommeil important. **Attention à ne pas privilégier nos activités par rapport à celle de l'enfant.**

Les élèves en difficulté doivent être suivis d'une manière encore plus attentive. Au niveau de la cinquième, il faudrait pouvoir offrir à certains élèves une solution pour s'orienter vers une voie plus concrète, s'orienter vers l'apprentissage d'un travail manuel, **travail manuel qui doit être revalorisé.** Le principe du **tutorat** (élèves qui aident un autre élève) peut être mis en place ainsi qu'une aide pour faire les devoirs dispensée par des retraités.

Remarques

Il semble que le **mal vivre**, la **morosité** ne touchent pas que le monde enseignant **mais la société en général.** La motivation peut naître de la responsabilisation des élèves. Mais comment peut -on responsabiliser les élèves ?

Les élèves doivent respecter les professeurs et réciproquement.

Il ne faut pas juger la non motivation des professeurs sur des cas isolés.

Idées de force du thème

Pour avoir des élèves motivés, il faut avoir des enseignants motivés et motivants, des parents sereins et ayant confiance en l'École.

L'École doit amener les élèves à rêver. L'enthousiasme doit être présent à tous les niveaux de l'École.

12 Comment les parents, partenaires extérieurs de l'école, peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

L'éducation nationale ne peut pas tout faire, les parents doivent reprendre leur place et remplir leur rôle de parents.

Attention les **familles** sont de plus en plus **monoparentales** ou **recomposées** ce qui n'aide pas les parents à devenir partenaires extérieurs de l'école.

Les parents peuvent participer à la vie du collège de plusieurs manières pour l'aider à remplir son rôle :

De manière directe :

- Participation au conseil d'administration
- Participation aux conseils de classe
- Dialogue avec le personnel enseignant ou non-enseignant
- Observation de l'environnement des élèves et apport d'un éclairage au personnel du collège sur les difficultés éventuelles de certains élèves.
- Sorties pédagogiques (accompagnement)
- Organisation d'une aide aux devoirs (parents, retraités, volontaires)
- Aider les élèves à organiser leur journée, leur semaine.
- Apprendre la politesse et le respect aux élèves.

De manière indirecte :

- Rechercher des partenaires pour financer des activités ou collecte
- Rechercher des partenaires dans les entreprises (industrie,...) pour organiser des visites.
- Faire découvrir un métier
- Organiser des échanges culturels avec des partenaires experts (université de pays)
- Envoyer ses enfants au centre aéré, en classe de neige, dans un club de sport pour apprendre la vie en société

Les parents sont-ils prêts à remplir ces rôles ? On ne nous a pas appris à être parent. **Les parents doivent faire l'effort d'être demandeurs pour bénéficier des conseils de l'Éducation nationale.**

L'école doit donner des repères aux élèves, les parents aussi !

Un constat s'ajoute : **l'illettrisme** est **minoritaire**, tout le monde se plaint, en définitive, c'est une minorité qui se plaint, en général, **les élèves sont heureux à l'école. Les parents doivent transmettre une envie d'apprendre.** La motivation des élèves est un faux débat, l'assemblée considère que les élèves sont là pour apprendre. C'est un devoir pour la société de faire apprendre aux élèves des notions et des bases, même si cela ne les passionne pas.

En conclusion, l'assemblée montre que **le système de l'Éducation nationale est globalement performant, il faut le maintenir mais ne pas s'en contenter. Il faut le faire évoluer vers plus d'efficacité et d'égalité dans l'intérêt de l'élève, avec les moyens humains et financiers nécessaires.**

Trois priorités pour l'École.

1 L'École de la République doit unifier tous les Français en leur donnant les moyens de réussir dans leur pays et en Europe, mais sous une bannière laïque.

2 Il faut conserver le collège unique, pour tous et pour chacun, dans un cadre national, avec les mêmes moyens pour tous les établissements pour conserver l'égalité des chances face à l'avenir et de ne pas créer des inégalités par le financement régional des établissements, où les déséquilibres de richesses se feront cruellement sentir, l'unité de la République française est à ce prix.

3 Le système de l'Éducation nationale est globalement performant, il faut le maintenir mais ne pas s'en contenter, il faut le faire évoluer vers plus d'efficacité et d'égalité dans l'intérêt de l'élève, avec les moyens humains et financiers nécessaires.

Déclaration élaborée par les enseignants

Aujourd'hui est lancé le "grand" débat sur l'avenir de l'école. On prétend traiter en 5 h. dans des assemblées de tous ordres des questions importantes comme les valeurs et missions de l'école, les contenus de la culture commune, la laïcité, la formation continue...

Tel qu'il est proposé, ce débat nous inspire beaucoup de méfiance et d'inquiétude. Sur quels critères la synthèse des remarques sera-t-elle faite? Le gouvernement prétend qu'il s'inspirera pour la nouvelle loi d'orientation de l'école des conclusions édictées par la commission Thélot, si toutefois elles lui conviennent.

Comment ne pas penser que les dés sont pipés d'avance? On nous invite à débattre mais les décisions se prennent sans nous: le gouvernement continue à réformer sans concerter, à supprimer des moyens.

- 1500 postes de titulaires et 2500 postes de stagiaires supprimés dans le 2nd degré.
- 9000 Mi-Se et 14000 aide-éducateurs remplacés par 13000 assistants d'éducation.
- la technologie, les arts plastiques et l'éducation musicale sortis du tronc commun en 3^{ème}.
- Disparition rapide des TZR sur la fonction remplacement de courte et moyenne durée.

En somme, on réduit le nombre de postes, on restreint le champ de culture commune en 3^{ème}, on précarise encore plus les emplois de remplacement. Peut-on donc être persuadé de la sincérité d'un débat quand, sur des sujets majeurs comme le recrutement, l'importance des disciplines, l'orientation, les problèmes sont d'avance tranchés par voie budgétaire ou par circulaire ministérielle?

En conséquence, nous refusons de cautionner une telle parodie. Nous assisterons par délégation aux débats, lirons la présente déclaration et en demanderons l'annexion au compte-rendu des débats.

Pour l'heure, nous souhaitons alerter l'opinion publique sur les intentions gouvernementales en matière de politique éducative, à savoir de profondes et mutilantes mutations de l'école.

Nous ne sommes pas hermétiques à tout échange mais nous refusons l'hypocrisie et la démagogie de cette stratégie politique.

Nos propositions concernant l'avenir de l'Education Nationale, le gouvernement les connaît; les syndicats, les chercheurs en sciences de l'éducation les ont clairement définies. Pour nous, l'école, c'est celle qui garantit l'égalité des chances, une Ecole publique, laïque et républicaine, pour tous, dans un cadre national. **A travers ce type de débat, l'Etat continue de les ignorer.**